Derrière l'écran de fumée, le peuple combattant résiste!

Lettre d'organisations qui vivent et se battent en Amazonie!

Nous, dirigeants syndicaux, représentants des travailleurs ruraux et familiaux, organisés par des 369 syndicats de travailleurs ruraux et de 07 fédérations de la région du Nord du Brésil, affiliés au système confédératif CONTAG et à la CUT-Brasil, et à plusieurs organisations partenaires abonnées ci-dessous, nous dénonçons ce qui a réellement causé les grandes incendies en Amazonie et les impacts dans la vie des populations qui y vivent.

L’Amazonie a connu au cours des années un processus d’occupation effrénée, motivé par l’avidité des grandes entreprises qui, au nom du prétendu "développement", menacent les territoires de la communauté face à la flexibilité des actions de  contrôle-commande et à la pression exercée dans les zones protégées, extension de la frontière agricole et grands projets d’infrastructure tels que ports, chemins de fer, chaulage des rivières pour permettre le passage de grands navires, action de grandes sociétés minières, entre autres.

Ce sont les véritables causes de l'écran de fumée qui recouvre l'Amazone, entraînant une augmentation considérable de la déforestation dans la région.

Nous, agriculteurs familiaux, qui en l’Amazonie sont représentés par des paysans, des extractivistes, des pêcheurs, des indigènes et des quilombolas, les populations traditionnelles ont cherché au fil des années à établir un lien de coexistence entre la nécessité de produire et de garantir des revenus et une vie décente à ceux qui vivent dans ce biome tant convoité, et au besoin de respect et de préservation des richesses naturelles, en tant que notre bien et en tant qu’héritage des générations futures.

Cependant, historiquement, les voix des peuples qui se font l'écho de l'Amazonie ont été difficiles à entendre, ne soutenant que des projets qui contribuent à faire pression sur des zones préservées telles que les unités de conservation, les terres autochtones, détruisant les droits souverains de nos peuples. de décider efficacement du sous-développement de leurs territoires, ne supportant que le fardeau qui reste, avec l’expulsion des populations de leurs terres.

Nous suivons avec une inquiétude croissante la manière dont le Fonds Amazonie a été traité par le ministère de l'Environnement. En l'absence d'une politique claire de renforcement et d'intensification des actions réussies et des impacts positifs des projets soutenus par le fonds, conjuguée aux questions récurrentes concernant l'efficacité et le sérieux de l'utilisation des ressources allouées aux projets financés par le Fonds Amazonie, l'absence de volonté politique dans les actions est évidente en Amazonie, qui sont en réalité économiquement, socialement et écologiquement durables.

Nous défendons la continuité du Fonds Amazonie, car ses ressources sont essentielles à la lutte contre la déforestation et à la préservation de l'environnement en Amazonie, concentrées sur la lutte contre les pratiques illégales d'exploitation des ressources naturelles et, fondamentalement, contribuent à la garantie d'un développement durable pour l'Amazonie et ses populations.

Derrière l'écran de fumée, vous pouvez voir la mauvaise gouvernance causée par la fragilité de la régularisation des terres en Amazonie. Nous sommes revenus à la case départ avec la fin du programme  Terra Legal, dont les efforts visaient à reconnaître l'occupation, en particulier celle des agriculteurs familiaux, qui vivaient depuis plusieurs années dans des zones essentiellement constituées de terres publiques protégées par des programmes de réforme agraire. L'absence de documentation entrave l'accès des agriculteurs à diverses autres politiques susceptibles d'accroître les revenus et la production, telles que l'accès aux technologies, ce qui pourrait contribuer à réduire la pression exercée sur de nouvelles zones.

L’expansion de l’agrobusiness qui répond à la demande de produits de grande taille, contribue non seulement à la déforestation de vastes zones, mais aussi à la location de terres pour étendre le processus de production exigé par le marché mondial, entraînant un déplacement important des communautés locales en raison de l’impossibilité de la coexistence sur leurs territoires de pulvérisations aériennes, en plus de l'utilisation croissante et aveugle de pesticides, laissant une trace visible de contamination dans l'air que nous respirons, dans nos eaux, dans la destruction de notre biodiversité et, plus grave, dans la santé de ceux qui y vivent.

Cela nous effraie-t-il d’imaginer l’avenir de la libération de plus de 290 nouveaux types de pesticides dans la première moitié de l’année. Quel développement cela conduit-il? Les conséquences ne concernent-elles que la vie des populations rurales? Ou à tous ceux qui dépendent de la nourriture produite ici?

Derrière cet écran de fumée se cache la tache de sang de ceux qui ont perdu la vie pour la défense de leurs territoires. Selon les données publiées par la Commission des terres pastorales, rien qu'en 2018, 1 489 conflits ont été enregistrés, impliquant plus d'un million de personnes.

Cela montre une augmentation de 36% par rapport à 2017, avec 86% des meurtres liés au conflit rural en Amazonie. Nous craignons également pour les résultats qui pourraient conduire à la réalisation des innombrables décisions d’ordonnances d’expulsion prononcées sur les terres publiques de l’union, qui sont défrichées, inoccupées, au détriment des intérêts de certaines personnes et en contrepartie de l’expulsion d’innombrables familles.

Nous, les organisations de combat amazoniennes, voulons également comprendre les difficultés rencontrées par les immigrants vénézuéliens.

En outre, pour exprimer notre indignation face aux processus d’exploitation en pleine croissance, dans lesquels des personnes sans aucun sens de l’humanité ont profité de la situation pour accroître la précarité du travail subi par ces familles.

Nous appelons le peuple brésilien et la communauté internationale à sympathiser avec la situation actuelle en Amazonie pour rejoindre les femmes et les hommes qui, à travers diverses luttes, telles que la marche des pâquerettes, les cris de la terre, les appels de la forêt et tant d'autres manifestations, telles que la mobilisation actuellement menée par le Synode amazonien, renforçant la voix de ceux qui résistent ici, afin de renforcer ensemble un «soulèvement populaire en Amazonie», capable de garantir la mise en œuvre d'un projet de développement rural alternatif durable et solidaire, qui peut reposer sur des fondations structurantes telles que la terre, l’eau et l’agroécologie, ainsi que dans la défense du bien vivre et le respect des populations amazoniennes et qui, avant tout, prend en compte l’autonomie et la souveraineté des peuples qui y vivent.

Les organisations suivantes abonnent à cette lettre:

Federação dos Trabalhadores na Agricultura do estado do Amapá- FETAGRAP

Federação dos Trabalhadores na Agricultura do Estado do Amazonas-FETAGRI-AM

Federação dos Trabalhadores na Agricultura  do estado do Acre- FETACRE

Federação dos Trabalhadores na Agricultura do estado do Pará- FETAGRI-PA

Federação dos Trabalhadores na Agricultura do estado de Roraima-FETRAFER

Federação dos Trabalhadores na Agricultura do estado de Rondonia -FETAGRO

Federação dos Trabalhadores na Agricultura  do Estado de Tocantins- FETAET

CONTAG – Confederação Nacional dos Trabalhadores Rurais na Agricultura Familiar

Central Única dos trabalhadores

CNS-Conselho Nacional das populações extrativistas

FASE

Rede Agroecologica do Maranhao

Comite Chico Mendes

APA-TO- Articulação Tocantinense de Agroecologia

Associação Agroecologica Tijupá

ANA Amazônia- Articulação Nacional De agroecologia da Amazonia

Associação Comunitária de educação em saude e agricultura- ACESA

Coordenação Estadual das comunidades quilombolas do Tocantins -COEQTO

Instituto Padre Ezequiel Ramim